



FOS BERRE PROVENCE
UN AVENIR INDUSTRIEL
EN DÉBAT

ORGANISÉ PAR



Synthèse du compte rendu du débat public

Du 2 avril au 13 juillet 2025



Un débat public inédit sur l'avenir industriel des territoires

Ce débat public est le **premier débat global organisé par la CNDP** au titre de la loi « Industrie verte » du 23 octobre 2023.

Les **concertations et les débats publics précédents** sur les territoires ainsi que la préparation du débat ont mis en évidence des interrogations récurrentes du public au sujet d'une « vision d'ensemble », qui présiderait aux décisions sur la cohérence des politiques publiques et sur les effets cumulés des projets.

Avec la tenue des élections municipales de 2026 et considérant les calendriers avancés pour les projets et les attentes du public, le choix a été fait d'organiser ce débat avant l'été 2025, c'est-à-dire le plus **en amont possible des décisions pour que la parole du public puisse peser sur leur élaboration.**

Le débat s'est tenu du 2 avril au 13 juillet 2025.

Le débat public global devait porter selon la loi sur un « territoire délimité et homogène », soit le secteur **du golfe de Fos et de l'étang de Berre**. Le débat a concerné aussi des projets sur des **territoires liés** à la vocation industrielle de Fos-Berre : les Alpes-de-Haute-Provence, l'Ouest des Bouches-du-Rhône et le Gard.

LE CHAMP DU DÉBAT : INFORMER ET DÉBATTRE...

... DE LA «VOCATION»

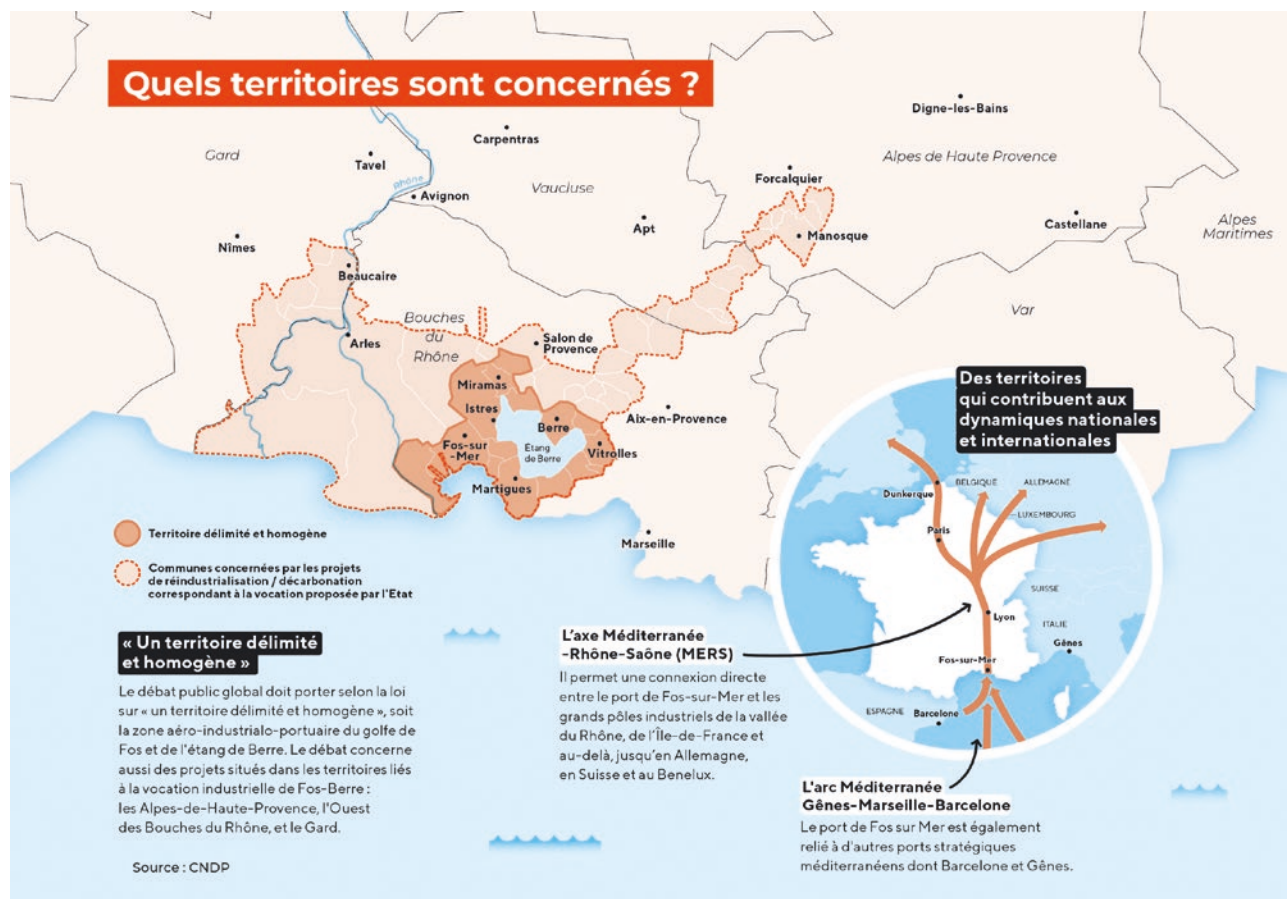
proposée par l'Etat de réindustrialisation et de décarbonation, et de ses alternatives.

... DE TOUS LES PROJETS CONNUS ET ENVISAGÉS

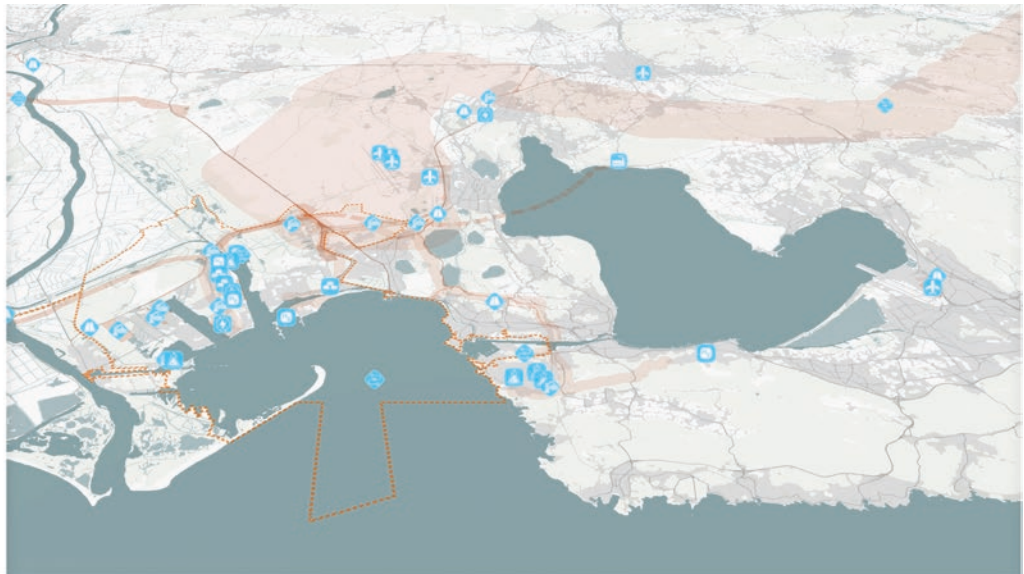
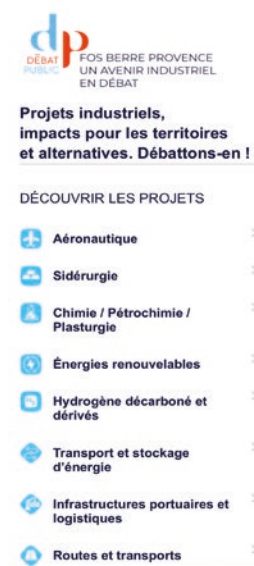
qui contribueraient à la vocation.

... DES EFFETS CUMULÉS

(environnement, risques, santé...) liés à l'ensemble de ces projets.



Comment s'est déroulé le débat ?



Carte interactive développée dans le cadre du débat public

Des modalités d'information adaptées

Pour répondre au défi d'informer et débattre en même temps de très nombreux projets et d'une vision globale :

- Un dossier de débat coordonné par l'État, sur la vocation proposée, sur les enjeux territoriaux et sur 34 projets qui participeraient à la vocation ;
- Une [carte interactive](#), pour situer l'ensemble des projets et informer sur leurs principales caractéristiques ;
- Des compléments d'information tout au long du débat sur les projets et sur les effets cumulés : notes complémentaires de l'État et des porteurs de projet, interventions de tiers-experts, contributions de parties prenantes, collecte d'information sur les projets, etc.

La liste initiale des projets a été actualisée et complétée, en fin de débat, pour parvenir à un total de **51 projets industriels, logistiques, portuaires, de transport ou encore d'aménagement**.



**Débat très très court (3 mois et demi)
devant tant de questions et de participants :
quelle est votre méthodologie pour être sûrs
de répondre à TOUTES les questions
et attentes ?**

Réunion publique à Fos-sur-Mer, le 02/04/25

UN DÉBAT PUBLIC GLOBAL ET MUTUALISÉ, QU'EST-CE QUE ÇA CHANGE ?

- L'article L.121-8-2 du Code de l'environnement, issu de la loi Industrie verte, prévoit la possibilité d'organiser un débat public global ou une concertation préalable globale pour plusieurs projets d'aménagement ou d'équipement envisagés sur un même territoire « *délimité et homogène* ». Il s'agit d'examiner ensemble les projets dans une logique de cohérence et d'allègement des procédures.
- **- Ce qui change :**
C'est une « personne publique » (ou plusieurs) qui saisit la CNDP et qui décide des projets qui seront obligatoirement débattus (seulement pour la catégorie des plus grands projets, relevant de l'article L.121-8-II CE).
- **- Ce qui ne change pas :**
Dans le débat public global, les porteurs de projets ainsi désignés doivent informer le public et participer aux échanges, ils doivent financer le débat public, et ils doivent prendre une décision à l'issue du débat public.
- **- Et pour les projets suivants ?**
Pendant les 8 années qui suivent le débat, les nouveaux projets (de la même catégorie des plus grands projets) qui participent à la vocation industrielle du territoire sont potentiellement exonérés de concertation ou de débat public. Dans les faits, ils doivent quand même saisir la CNDP, qui décide d'appliquer cette exonération, ou pas.

Une variété de modalités de participation pour inclure largement

Des modalités variées ont été mises en place afin que toute personne puisse s'exprimer et débattre à la fois sur l'ensemble des objets du débat, mais aussi plus spécifiquement sur chaque filière, chaque territoire ou chaque thématique, en présentiel et en distanciel, dans des salles de réunion, dans l'espace public ou sur les sites concernés, en réunion publique, en atelier, par oral ou par écrit, etc.

Une mobilisation large, une qualité des échanges et de l'écoute

Ce débat a vu une large mobilisation qui a fait sa richesse :

- Participation continue des porteurs de projet, de l'État et des autres autorités publiques ;
- Mobilisation forte d'une diversité de parties prenantes, sur un périmètre élargi ;
- Implication d'un plus large public, dont des jeunes (étudiant·e·s du supérieur, lycéen·ne·s, conseil municipal des jeunes), des habitant·e·s ou des agriculteur·ice·s.

Une étape vers un programme d'ensemble ?

Le public a **débattu d'un ensemble de projets avec une liste actualisée, mais n'a pas pu entrer dans le détail de tous les projets individuels**. L'information sur l'industrie existante et son évolution a été vue comme insuffisante.

Le débat a cependant permis une **première étape d'information et d'évaluation des effets cumulés** des projets et **l'expression d'une diversité de points de vue sur l'avenir industriel des territoires**.

Chiffres clés



5 206

participant·e·s aux événements
(hors modalités en ligne et comprenant les pluri-participations)



487

contributions en ligne



138

cahiers d'acteur publiés



52

événements



Il ressort à l'issue du débat une meilleure compréhension mutuelle, un dialogue nouveau entre des acteurs, qui se sont exprimés et se sont écoutés. Mais pour certains, le débat n'est pas allé jusqu'à une démarche plus ambitieuse de co-construction des décisions.



Et l'ouverture dans ce débat permet d'appréhender mieux ce qu'est le territoire dans toutes ses vocations, ce qu'est l'industrie dans toutes ses complexités, et en ça, c'est extrêmement intéressant. »

Réunion de synthèse à Berre-l'Étang, le 08/07/25



Chacun est resté dans son récit. Pas de construction commune. »

Réunion de synthèse à Berre-l'Étang, le 08/07/25

Pour en savoir plus :

Le **bilan rédigé par le président de la CNDP** met en perspective la façon dont le débat s'est déroulé, sa dynamique et ses principaux enseignements.

Le **compte-rendu du débat** et les **bilans des concertations préalables intégrées ou concomitantes au débat** restituent, de la façon la plus exhaustive et impartiale possible, les questions et arguments exprimés par les publics autour de grandes questions et présentent l'ensemble des demandes de précisions et des recommandations issues du débat.

Le « **cahier des projets** » présente les 51 projets identifiés à la fin du débat, et contributeurs potentiels à la vocation industrielle de la zone Fos-Étang de Berre. Organisé par filière, il indique la situation de chaque projet, et ses principales caractéristiques, et, le cas échéant, il présente les enseignements du débat spécifiques au projet.



Quelles industries pour l'avenir ?

Des propositions de solutions de décarbonation mises en débat



Est-ce que c'est mature ? Deux aspects : il y a la question de la maturité technologique, et la question de la maturité du « business model ». ■■

Forum à Martigues, le 03/06/25



Si on crée une nouvelle usine d'hydrogène, est-on sûr que l'on va fermer une raffinerie de pétrole produisant un équivalent ? ■■

Question n°68



Que se passe-t-il s'il y en a un qui ne se fait pas ? Est-ce que cela fait capoter certains des autres ? ■■

Réunion publique à Manosque, le 29/04/25

Le débat a permis de **mieux saisir les enjeux de décarbonation de l'industrie** en expliquant d'une part les obligations faites par les politiques nationales et européennes et d'autre part en précisant les solutions de décarbonation envisagées par les porteurs de projet. Le débat a mis en évidence que la décarbonation de l'industrie existante ne signifie pas nécessairement un abandon des fondamentaux de l'industrie actuelle liée au pétrole. Des attentes de précisions ont été formulées sur l'analyse des effets cumulés en termes d'émissions de GES (Gaz à effets

de Serre) avec une attention à l'évolution des industries existantes. Le débat a plus spécifiquement mis en discussion :

- **La place de l'hydrogène**, avec une attention particulière aux finalités de la production, à la maturité technique et économique des projets, à leur calendrier ainsi que la localisation des productions. Le public s'est également préoccupé des impacts environnementaux, des besoins en eau, en électricité mais aussi du type et de la provenance de l'énergie électrique nécessaire pour produire de l'hydrogène : verte, décarbonée, renouvelable, nucléaire ?
- **La transition de la filière sidérurgique**, avec une information du public sur les solutions et scénarios de décarbonation pour la sidérurgie. Les synergies entre les 3 projets proposés ont été questionnées ainsi que leur viabilité économique dans un contexte international tendu, leurs objectifs de production et les usages de l'acier produit. Une attention a été portée à l'évolution de l'emploi (création et destruction) dans la transition proposée.
- **La massification des activités logistiques et portuaires** a été discutée au regard des emplois qu'elle pourrait générer et de l'augmentation des flux visés. La présentation de la massification comme une condition à la compétitivité des entreprises et au report modal du routier vers le ferroviaire et le fluvial, a été discutée. Des demandes ont été formulées pour que les projets liés à la logistique soient prioritaires dans la zone portuaire.



Visite de Marcegaglia à Fos-sur-Mer, le 25/06/25



Visite de Fos 3XL et de Distriport - GPMM, le 14/05/25

Une attention vive aux effets sur l'emploi

Les enjeux liés à l'emploi ont eu une place importante dans le questionnement des projets industriels. **De fortes attentes ont été exprimées pour le maintien et la création d'emplois**, accompagnées d'alertes sur les risques d'une désindustrialisation. Les chiffres prévisionnels présentés pour les emplois directs, indirects et induits, ont été interrogés avec des demandes de précisions, sur les suppressions d'emploi, les compétences attendues, les reconversions nécessaires ou encore les effets en termes de mobilité des salarié-e-s entre les entreprises. Des besoins d'**accompagnement et de formation** ont été identifiés avec une attention à l'emploi local, aux jeunes et à la place des femmes dans l'industrie, en partageant le constat d'un manque d'attractivité et d'inclusion dans les métiers de l'industrie.

Des attentes de priorisation des projets



Tout projet dimensionnant et d'ampleur industrielle est à accueillir. ■■

Questionnaire n°89



Tous les projets partent d'une fausse idée de nécessité d'expansion, il n'y a même pas d'analyse des besoins, pas de schéma directeur de l'ensemble des projets, pas de plan de sobriété... c'est purement une fuite en avant! ■■

Questionnaire n°93

Dans le débat, la réindustrialisation décarbonée a été présentée par l'État et par une partie du public comme un tout, comme une condition de souveraineté et comme un enjeu de survie des activités industrielles, avec des contributions qui demandaient d'accueillir tous les projets industriels. **Si**

très peu d'interventions du public ont refusé tout projet industriel, en revanche, de nombreuses personnes ont exprimé des attentes de sélection et de priorisation des projets selon les produits qu'ils contribuent à fabriquer, leur participation à la décarbonation et à la transition écologique globale, leur maturité technique, leur viabilité économique, leur contribution à l'emploi, leur cohérence ou leur interdépendance aux autres projets, la pertinence de leur localisation et leur contribution à la sobriété. Enfin, des doutes ont été exprimés sur les calendriers annoncés.



Débat mobile à Manosque, le 26/04/25

Quels besoins en électricité et quelles solutions ?

Un projet de ligne THT aérienne entre Jonquières-Saint-Vincent (30) et Fos-sur-Mer (13) a fait l'objet en 2023-2024 d'une première phase de concertation, pendant laquelle une partie du public a exprimé une contestation très forte du projet présenté par RTE. Le débat public a intégré cette question en resituant ce projet dans une perspective plus large de questionnement des besoins, de la production et des solutions de raccordement électrique de la région.

Il a permis :

- Un **examen des nouveaux besoins en électricité**, leur nature, leur volume et surtout leur apparition dans le temps, non seulement pour les projets industriels, mais également pour les autres activités, telles que les data centers, et l'évolution des consommations domestiques ;
- Une discussion sur **la faisabilité et les performances techniques des différentes solutions de raccordement proposées**, sur la base des résultats d'une étude complémentaire commandée par l'État à un expert indépendant.

À l'issue du débat, un grand nombre d'acteurs considèrent qu'un **nouveau raccordement est effectivement nécessaire**, en complément d'initiatives volontaristes pour maintenir et développer la production électrique dans la région, et pour travailler sur les besoins. Les industriels ont insisté sur l'importance de garantir des délais de raccordement rapides, une qualité de service et un coût compétitif. Des participant-e-s ont mis en question l'évaluation globale des besoins et le calendrier présenté au débat.

En jugeant probable un décalage des raccordements dans le temps, l'expert indépendant a proposé **une solution plus progressive**, combinant diverses solutions d'amélioration

du réseau, qui a fait l'objet de discussions. De nombreux acteurs ont confirmé leur souhait que la modernisation du réseau soit abordée **de façon globale, pour corriger une fragilité connue depuis longtemps**.

Pour aller plus loin, **des études complémentaires sont demandées** pour objectiver les impacts environnementaux et socio-économiques des différentes solutions, comparer leur contribution potentielle à la robustesse du réseau et pour évaluer de façon plus complète et détaillée les coûts de ces différentes solutions. Une grande partie des acteurs a affirmé son attente de voir se mettre en place **un processus de co-construction d'une solution**, avec toutes les parties prenantes, y compris les représentant-e-s des territoires traversés.



Les besoins électriques annoncés sont-ils réellement justifiés, ou ne sont-ils pas surévalués ? ▮▮

Réunion publique à Fos-sur-Mer, le 02/04/25



Comment l'État va garantir une énergie qui soit compétitive à nos industriels ? ▮▮

Réunion publique à Fos-sur-Mer, le 02/04/25



J'aimerais qu'on évite la catastrophe annoncée de la révolte. ▮▮

Questionnaire n°97



Visite du poste de Jonquières, le 25/06/25

Vers un nouvel âge de l'industrie dans les territoires ?



Plage du Cavaou à Fos-sur-Mer.

Une **vocation industrielle du territoire** de Fos-Étang de Berre a été largement reconnue. L'industrie est présentée par une partie du public comme vitale pour les territoires ou comme un héritage à transmettre. Une fierté et un attachement sont donc exprimés par certaines personnes vis-à-vis de l'industrie, tout en constatant que celle-ci n'entretient pas de « lien charnel » avec l'ensemble de la population aujourd'hui. D'autres enfin rappellent les **sacrifices** des populations en faveur de l'industrie et demandent des conditions pour que ce ne soit plus le cas à l'avenir.

De nombreuses contributions demandent une **reconnaissance et une prise en compte des autres vocations des territoires**, qu'elles soient agricoles, touristiques ou de protection de la biodiversité. Des acteurs ont également demandé plus de considération pour les modèles économiques qu'ils développent, centrés sur l'agriculture, la nature, le patrimoine, etc., notamment sur les territoires liés. Ils souhaitent qu'aucun territoire ne soit sacrifié au profit d'autres.

L'avenir de l'industrie sur les territoires a été présenté comme un « **4^e âge** » à **construire**. Des appels sont lancés en faveur d'une « *Responsabilité Territoriale des Entreprises* », qui dépasserait la seule logique économique pour intégrer pleinement les enjeux sociaux, environnementaux et démocratiques. Des attentes d'implication plus grande de la part des industriels sur les territoires sont exprimées en termes de financement, des infrastructures, de mécénat et d'autres formes.

Pour le public, vivre avec l'industrie c'est aussi vivre avec les risques technologiques. **L'évolution de l'exposition des populations aux risques** a été discutée, en interrogeant les nouveaux risques induits par les projets industriels mais surtout

le cumul des risques industriels et naturels. Des demandes de clarification ont été faites sur le sujet, et associées à une attente de meilleure information et implication des personnes concernées. Plus généralement, **une poursuite de l'analyse des effets cumulés** sur les territoires est attendue.



La vocation industrielle du territoire est déjà actée depuis longtemps.

Questionnaire n°68



Le territoire a toujours servi à l'industrie donc l'industrie se sert du territoire, ça ne va jamais changer.

Atelier au Lycée Lurçat, Martigues, le 12/05/25



Il y a un sentiment de saturation : pourquoi concentrer toujours les industries au même endroit ? Sacrifier les mêmes populations ?

Ateliers à Fos-sur-Mer, le 18/06/25



Il ne peut y avoir de développement industriel réussi sans amélioration concrète des conditions de vie des citoyens.

Cahier d'acteur n°59, ONET

Quels impacts cumulés sur les ressources et sur les milieux ?

L'enjeu de préservation de la biodiversité a été particulièrement débattu, compte tenu des atteintes potentielles pour de nombreuses espèces et milieux. Des contributions ont pointé des contradictions des projets avec les chartes et règles des périmètres de protection et questionné la **cohérence avec les politiques de préservation de l'environnement**. La consolidation des protections existantes et la création d'un nouvel espace naturel protégé, le parc des Étangs, qui bénéficierait aux écosystèmes autant qu'aux habitant-e-s, ont été portées au débat.



Les cumuls pressentis de surfaces détruites sont vertigineux, au point que les estimations peinent à converger. ▮ ▮

Cahier d'acteur n°122, Collectif des réserves naturelles de Crau-Camargue-Alpilles

L'emprise foncière des projets industriels et d'infrastructures a également été questionnée, avec leurs impacts sur les espaces naturels et agricoles ainsi que sur les continuités écologiques. Il a été demandé de mesurer ces impacts et de privilégier l'implantation sur des sols déjà artificialisés.

Des défis ont été identifiés pour l'eau, en quantité et en qualité. Les prélèvements en eau seraient en effet appelés à augmenter avec les nouveaux projets, dans un contexte de pression croissante sur les ressources liée au changement climatique. Des précisions sont attendues sur les besoins des projets, l'évaluation des effets cumulés et sur les ressources qui seraient disponibles. Des demandes ont été exprimées pour une réutilisation accrue de l'eau,

une sobriété hydrique et pour une planification concertée de l'affectation aux usages.



C'est une question sur ce que cela coûte en eau et comment on arbitrera dans l'avenir les différents usages de l'eau. ▮ ▮

Réunion publique à Manosque, le 29/04/25

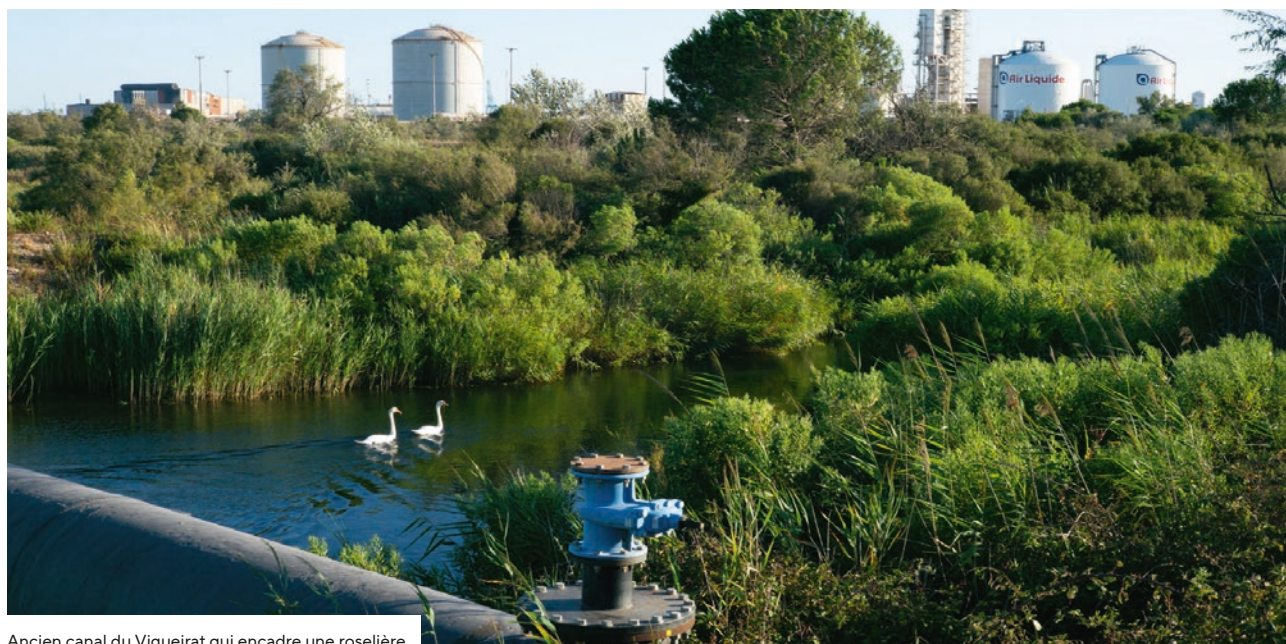
Des attentes fortes ont été exprimées pour que **les projets évitent et réduisent les atteintes à l'environnement**, avant d'envisager une compensation. À ce sujet, **la possibilité de compensation écologique** de l'ensemble des projets a été mise en question, avec des craintes d'une compensation « au rabais » et en considérant l'impossibilité de compenser l'atteinte à certains écosystèmes, tels que les Coussouls de Crau. Des demandes de compensation locales ont été exprimées, avec des propositions de sites de compensation et une attente de gestion collégiale de ces sites.



Une multitude de projets nous sont annoncés, tous ne seront pas compensables. Il serait souhaitable de définir un rang de priorités pour l'ensemble de ces projets. ▮ ▮

Webinaire ERC, le 02/07/25

En fine, des demandes ont été faites de **définir des limites maximums des impacts cumulés sur l'environnement**, qui obligeraient à limiter et prioriser les projets.



Ancien canal du Vigueirat qui encadre une roselière

Quels effets cumulés sur la santé ?



Débat autoporté du collège citoyen du dispositif REPONSES. Zoom sur : résultat d'un atelier de photolangage où la prévention, les soins et la santé sont au centre de la vision de l'avenir du territoire.



À Fos, les gens ont beaucoup de cœur, mais ils ont aussi beaucoup de cancers. La santé, c'est vraiment un sujet primordial à traiter. »

Débat mobile à Fos-sur-Mer, le 26/04/25

Le constat d'un **état dégradé de la santé de la population, en lien avec l'industrie**, a été porté par une large partie du public et objectivé par différentes études, citées dans les contributions du public. Il est également fait état d'un manque de partage de l'ensemble des données disponibles et d'une vision globale encore partielle de l'état de santé de la population. Dans ce contexte, un suivi sanitaire plus poussé a été demandé.

Sur le sujet de la pollution de l'air, thème de préoccupation majeur pour une partie du public, la différence entre décarbonation et dépollution a été clarifiée. Des demandes de **renforcement et de révision du réseau de surveillance et de contrôle de la qualité de l'air** ont été portées, en interrogeant les modalités de son financement, les conditions de sa transparence et en appelant à une gouvernance collégiale.



Il y a une seule case, un seul indicateur agrégé pour tous les polluants. C'est insuffisant. [...] Cela ne dit rien de l'exposition des populations. »

Ateliers à Fos-sur-Mer, le 18/06/25

L'absence d'évaluation globale des effets sur la santé

a conduit des personnes à demander un moratoire sur l'autorisation future de tous les projets soumis au débat, et a renforcé les attentes pour que les indicateurs utilisés dans l'**Analyse des Effets Cumulés (AEC)** distinguent différents types d'émissions atmosphériques et incluent l'exposition de la population pour préciser les impacts sur la santé.

Une attention a également été portée à la **santé des travailleur-se-s** et à leur exposition à la pollution et aux nuisances produites par les activités industrielles sur les lieux de travail. La protection de la santé et de la sécurité au travail a fait l'objet de questionnements et de demandes de renforcement.

Les besoins du **système de soins**, dont ses difficultés actuelles, ont été mis en avant durant le débat, en particulier concernant l'hôpital de Martigues.



Si on continue comme ça, il faut plus de moyens pour se soigner et faire face aux maladies. »

Atelier, Lycée Latécoère, le 05/06/25



Logements à proximité des usines.

Quels enjeux de mobilité, logement, infrastructures et services ?



Il est essentiel de rappeler que nos infrastructures – routes, hôpitaux, écoles, logements... – sont déjà saturées depuis de nombreuses années. ▮ ▮

Avis n°06



Rapprocher les salariés de leur lieu de travail par le logement et la mobilité n'est pas un simple aménagement : c'est une condition stratégique du succès du projet. ▮ ▮

Cahier d'acteur n°120, UPE 13

L'urgence des enjeux de mobilité a été réaffirmée, dans la suite des expressions dans les débats et concertations précédentes. Les autorités publiques ont partagé des informations actualisées sur l'état des lieux et le diagnostic des mobilités, et sur les actions prévues. Le public a renouvelé une frustration vis-à-vis d'un manque d'actions effectives à la hauteur des enjeux.

Les actions proposées ont été débattues, notamment en termes de décarbonation des mobilités. Une partie du public a réitéré l'urgence sur les projets routiers. Des oppositions ont été renouvelées à la priorité donnée à la route et à certains projets routiers. Une demande partagée a été exprimée pour développer les autres modes de transport et l'intermodalité.



Inquiétant de voir que l'urbanisme et les infrastructures sont la dernière roue du carrosse... c'est tout aussi important! ▮ ▮

Questionnaire n°50

Les enjeux de **financements des projets et de coordination des acteurs des mobilités** ont été au cœur des échanges avec des craintes exprimées d'une charge croissante pour les usagers et des demandes de clarification des financements publics. Ces demandes ont reçu une première réponse, par la signature d'un protocole de financement du contournement de Martigues-Port-de-Bouc et d'aménagements connexes, le 30 juin 2025 par l'État, la Région Sud PACA, le Département 13, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GPMM. La question de la participation des industriels aux actions et aux financements des projets a été soulevée.

Concernant les **logements**, des premières estimations ont été partagées, et leur localisation a été évoquée, en lien avec la planification urbaine en cours, menée par la Métropole. La qualité de vie et le besoin d'espaces de nature dans des villes plus denses ont été au centre des discussions ainsi que la distance aux industries. Enfin des demandes ont été faites afin de **mieux anticiper et planifier l'ensemble des besoins** et de réviser des documents de planification pour les intégrer.

Quelle coordination globale des projets ?



Le problème c'est le financement, quelles que soient les actions. ▮ ▮

Débat mobile à Port-de-Bouc, le 16/04/25

Des attentes de soutiens financiers publics aux projets industriels, pour assurer leur viabilité, ont été exprimées par différents acteurs. Une partie du public demande cependant de conditionner plus fortement les aides publiques aux entreprises, notamment à la création d'emploi, mais aussi à leur contribution à la décarbonation. Un effort a également été appelé pour financer des solutions alternatives potentiellement plus coûteuses mais avec moins d'impacts sur les territoires et sur l'environnement, en particulier pour le projet de raccordement électrique. Une **transparence sur l'utilisation des fonds publics** est attendue dans tous les cas. Enfin, l'équilibre entre le soutien aux entreprises et le soutien aux territoires qui accueillent les projets a été questionné, ainsi que la contribution des acteurs privés au financement des infrastructures collectives.



Je pense qu'il faudrait un partenariat public-privé plus fort pour bien sécuriser la réalisation des projets de transformation présentés. ▮ ▮

Questionnaire n°9

Une clarification de la gouvernance est attendue. Le débat a porté sur la **création d'une structure pour coordonner l'ensemble du programme**, sur sa composition et sur ses compétences : depuis celle d'animation à celle de piloter les

financements selon des critères de sélection des projets. Au-delà de l'État et des collectivités, des contributions plaident pour impliquer dans le comité de pilotage de cette structure des représentant-e-s de l'industrie et d'autres pour impliquer des représentant-e-s de la société civile. Le débat a porté sur l'opportunité et les modalités possibles d'une co-construction effective des décisions avec les parties prenantes et le public, appelant des clarifications sur la forme qu'elle pourrait prendre en respectant les responsabilités de chacun.



L'absence de gouvernance claire et de synergie territoriale ralentit la prise de décision et la mise en œuvre concrète. ▮ ▮

Cahier d'acteur n°108, Agir pour la Crau

Les discussions ont porté sur ce que devrait être **le rôle de chacun dans un nouvel âge de l'industrie**. L'État est attendu par une partie du public, en chef de file pour l'avenir des territoires, dans la continuité de son rôle passé de planificateur. Les attentes de planification se sont également accompagnées d'un appel aux collectivités territoriales à s'impliquer.



Je rêve d'une concertation totale, horizontale, où les citoyens sont pleinement acteurs de ce qui se passe sur leur territoire. Où les projets sont co-construits de A à Z, dans un esprit de discussion, de négociation et de compromis. ▮ ▮

Questionnaire n°81



Réunion publique gouvernance à Vitrolles, le 24/06/25

Quelles orientations pour l'avenir industriel des territoires ?



L'intérêt général de la relance de l'industrie est important, il est central, mais il y a d'autres intérêts (généraux). ▮ ▮

Réunion publique à Port-Saint-Louis-du-Rhône, le 06/05/25

Globalement, un accord s'est exprimé dans le débat sur la proposition de poursuivre une activité industrielle à Fos et autour de l'étang de Berre et sur celle de décarboner l'industrie. Cependant, différentes orientations sont possibles pour cet avenir industriel. Le public a questionné la vision de l'avenir portée par l'État, en termes d'intérêt général ou de « projet de société ». **Six logiques peuvent être identifiées dans les arguments portés :**

- Développer l'emploi et l'économie des territoires ;
- Faire de Fos-Berre un exemple national et international de réindustrialisation et de décarbonation ;
- Améliorer la qualité de vie sur les territoires ;
- Protéger avant tout la santé et la sécurité des personnes ;
- Renforcer la protection de l'environnement ;
- Aller vers la sobriété.

Si ces logiques se différencient dans leurs hypothèses et s'opposent souvent dans leurs conclusions, des articulations ou des compositions sont possibles. **L'État**



Atelier avec le Conseil municipal des jeunes à Châteauneuf-les-Martigues, le 11/06/25

et les porteurs de projet sont attendus pour préciser leur prise en compte de ces différentes logiques dans leurs décisions pour la suite.



Le débat public est une occasion unique de forger une vision partagée, où le développement économique s'harmonise avec la préservation de l'environnement et l'amélioration tangible de la qualité de vie des habitants. ▮ ▮

Cahier d'acteur n°74, SARP Industrie

Quelles suites au débat public ?

L'intérêt d'une approche mutualisée, qui dépasse les projets pris isolément, a été réaffirmé tout au long du débat. Il s'est également traduit dans des demandes de ne plus seulement instruire les projets un par un, mais d'établir **un programme d'ensemble pour la décarbonation et la réindustrialisation** et de poursuivre le débat global.

La question de la temporalité des projets et des décisions a été l'objet de débats nourris et de **demandes différentes : d'une part, celle d'une accélération des décisions pour répondre aux urgences et, d'autre part, celle de prendre le temps de préciser les informations et de co-construire les décisions.** Un enjeu dans la suite est celui du phasage entre poursuite des études, poursuite de la concertation et décisions.



Il sera toutefois nécessaire de rendre compte de l'évolution des projets et de poursuivre cette construction de l'avenir du territoire, en faisant des points réguliers que ce soit pour informer ou pour débattre de sujets émergents. ▮ ▮

Cahier d'acteur n°47, SPPPI



Enfin, que les formes de participation soient diversifiées. Réunions publiques, plateformes numériques, micro-délibérations locales, implication des jeunes, des personnes éloignées des processus décisionnels habituels. ▮ ▮

Questionnaire n°38

Un scepticisme sur la prise en compte de l'avis du public a été réitéré tout au long du débat avec **l'attente de retours sur les suites données.** Des précisions sont également attendues sur l'évolution de chaque projet et sur leurs effets cumulés, avec des **outils d'information continue mutualisés**, telle que la carte interactive du débat.

Des contributions réaffirment l'importance d'impliquer les jeunes, mais également les riverain·e·s des projets ou encore les travailleur·se·s via **des modalités d'information et de concertation variées.** Enfin, des attentes ont été exprimées pour **renforcer la place des citoyen·ne·s** dans l'élaboration et la prise des décisions.



Plongeon dans le canal à Fos-sur-Mer, au Cavaou

Les demandes de précision et les recommandations

L'équipe du débat a formulé à **partir des questions, avis et propositions du public** des demandes de précisions et des recommandations sur les modalités d'information et d'association du public pour la suite du débat. Cette

synthèse reprend, ci-dessous, les demandes de précisions et recommandations générales. La liste complète, qui compte 70 demandes de précisions et 65 recommandations, est présentée [dans le compte rendu du débat, en partie 12.](#)

	DEMANDES DE PRÉCISIONS GÉNÉRALES	ADRESSÉES À
1	Préciser la suite donnée à la vocation proposée et les enseignements pour un programme d'ensemble de réindustrialisation et décarbonation.	État
2	Compléter et actualiser la cartographie des projets qui participeraient au programme de réindustrialisation et décarbonation, avec leurs principales caractéristiques.	État
3	Poursuivre et approfondir l'analyse des effets cumulés (AEC) en répondant aux demandes du public : • Compléter les indicateurs ; • Préciser et compléter les données des projets ; • Mettre à jour et alimenter en continu l'analyse ; • Développer un outil de simulation pour explorer des scénarios.	État
4	Tenir une comptabilité carbone à partir d'un état des lieux des émissions des activités existantes dans la zone Fos-Berre et préciser les scénarios d'évolution des émissions selon l'évolution des projets.	État
5	Actualiser la liste des critères de la feuille de route pour sélectionner ou prioriser les projets et clarifier leur application, en tenant compte des attentes exprimées dans le débat.	État et partenaires de la feuille de route
6	Préciser les suites données à leur projet en réponse aux questions et demandes du public.	Porteurs de projet
7	Produire et partager les données attendues pour l'AEC.	Porteurs de projet
8	Répondre aux demandes de précisions sur la base d'études complémentaires, au-delà des études obligatoires pour les autorisations réglementaires.	Porteurs de projet

	RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES SUR LA POURSUITE DE L'INFORMATION ET LA PARTICIPATION DU PUBLIC	ADRESSÉES À
1	Porter la constitution d'un programme d'ensemble de décarbonation et de réindustrialisation, doté d'une vision stratégique unifiée, d'un schéma directeur, et qui serait soumis à une évaluation environnementale d'ensemble.	État et partenaires
2	Engager une concertation continue à l'échelle globale du programme de décarbonation et de réindustrialisation.	État
3	Créer une structure de gouvernance ouverte à un large public pour porter le programme.	État et partenaires
4	Poursuivre l'information et le débat sur l'ensemble des projets et leurs évolutions avec des outils en ligne d'information continue, dont reconduire la carte interactive du débat et des rencontres régulières de type forum des projets.	État et partenaires
5	Poursuivre l'information et le débat sur les effets cumulés avec un outil d'information continue et de mutualisation et des rencontres thématiques dédiées.	État et partenaires
6	Renforcer la visibilité des projets auprès du public, par des efforts notables de communication grand public, via l'ensemble des médias et par des temps d'échanges spécifiques.	Porteurs de projet
7	Préciser les modalités de la concertation continue dès la publication des enseignements de la concertation.	Porteurs de projet
8	Développer des espaces de co-construction des décisions sur les projets et sur les enjeux.	Tous les acteurs
9	Veiller à poursuivre une information auprès d'un large public et à mettre en œuvre une variété de modalités pour l'impliquer dans l'élaboration des décisions.	Tous les acteurs
10	Poursuivre la coordination entre les instances pérennes de concertation, les concertations préalables ou continues sur les projets et la concertation continue sur le programme de décarbonation et de réindustrialisation, en particulier via des réunions communes.	État et porteurs de concertation

Les prochaines étapes



**CLÔTURE
DU DÉBAT**
13 JUILLET
2025

13 septembre 2025

**Publication
du compte-rendu
du débat et du bilan
du président
de la CNDP**

13 décembre 2025

**Date limite
de publication
de la réponse
des porteurs
de projet**

13 janvier 2026

**Avis de la CNDP sur
la prise en compte
des enseignements
du débat dans les réponses
de l'État et des porteurs
de projet**

**CONCERTATIONS
CONTINUES
AVEC LE PUBLIC
SELON ES SUITES
DONNÉES**

Pour nous suivre :



244 boulevard Saint-Germain - 75007 Paris - France
T. +33 1 40 81 12 63 - contact@debatpublic.fr
debatpublic.fr